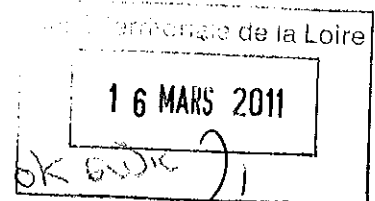


PREFET DE LA LOIRE



ARRETE N° 125 /DDPP/11 *a refuser au tribunal*
portant mise en demeure de la société NOUVELLE GALVALOIRE à Saint Chamond

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 2010 réglementant les activités exercées par la société NOUVELLE GALVALOIRE dans ses installations sises à Saint Chamond, 25 rue Louis Chatin ;
VU les courriers transmis par l'exploitant les 23 septembre et 21 octobre 2010, ainsi que les résultats d'analyses effectuées ;
VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 28 janvier 2011, établi à la suite d'une visite d'inspection du 25 janvier 2011, constatant que la société NOUVELLE GALVALOIRE ne respecte pas certaines dispositions réglementaires applicables à son établissement ;
CONSIDERANT qu'il convient de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2010 mettant en demeure l'exploitant de cesser tout rejet d'effluents liquides non conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2010 est abrogé.

ARTICLE 2 : La société NOUVELLE GALVALOIRE est mise en demeure, pour son installation exploitée à Saint Chamond, 25 rue Louis Chatin, de :

- vider la capacité de rétention associée à la cuve d'anodisation dure et traiter les produits recueillis dans les conditions prévues à l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 susvisé, sous un délai d'une semaine
- placer tous les containers de stockage de produits liquides sur rétention, dans les conditions prévues par l'article 7.4.3.1.1 du même arrêté, sous un délai de trois mois
- évacuer les containers stockés à l'extérieur et contenant des déchets non identifiés vers des installations dûment autorisées, sous un délai de trois mois
- mettre en place un système déclenchant sans délai une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînant l'arrêt immédiat des rejets, conformément aux dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, sous un délai de trois mois

ARTICLE 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 4 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Saint Chamond sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **14 MAR. 2011**

